

M. Mazankowski: Faut-il s'étonner que d'aucuns éprouvent des sentiments d'aliénation, de frustration, politique et économique, au pays?

M. Cousineau: Il reste qu'il s'agit de pétrole canadien.

M. Mazankowski: Les Canadiens de l'Ouest ne parviennent pas à comprendre pourquoi ils doivent payer tout au moins, des prix concurrentiels à l'échelle mondiale, et dans bien des cas même davantage, pour des produits qui leur parviennent de l'est et du centre du Canada. Nous n'y voyons aucun inconvénient. C'est juste, mais ce qui est bon pour l'un l'est aussi pour l'autre.

Le gouvernement fait des pieds et des mains pour essayer de persuader le Mexique de nous fournir davantage de pétrole au prix mondial. Quel avantage peut-on en retirer en Alberta, dans l'ouest du Canada ou dans n'importe quelle autre région du pays? Je ne comprends pas son entêtement. Les députés d'en face refusent de relever le prix du pétrole dans des proportions réalistes. Ce faisant, ils sabordent la mise en valeur de nos ressources. A propos, je me suis laissé dire que le Canada perd environ 25 millions de dollars par jour du fait que le gouvernement retarde la réalisation de deux projets d'envergure, la mise en valeur des sables bitumineux et le projet de Cold Lake. Les affaires vont mal et le chômage sévit.

Dans l'édition du 7 juillet du *Globe and Mail*, on signale que le Canada tout entier profite de la mise en valeur des richesses de l'Alberta, surtout la province de l'Ontario. Voici un passage de cet article:

Le prix du pétrole a tellement augmenté qu'il est devenu économiquement rentable d'exploiter les sables bitumineux. Voici ce que la construction d'une usine de traitement des sables bitumineux en Alberta rapporterait, rien qu'à l'Ontario: 800 millions de dollars aux entreprises du secteur du fer et de l'acier; 370 millions de dollars aux industries métallurgiques; 325 millions de dollars aux transporteurs; 740 millions de dollars aux autres entreprises de fabrication et de transformation; 750 millions de dollars au secteur du commerce et des services. Cet investissement serait utile à la collectivité, il ferait augmenter la demande, stimulerait l'embauche et ferait rentrer de l'argent dans les caisses de l'État.

M. Forrestall: Et plus d'argent pour nous dans l'Est.

M. Mazankowski: J'y viendrai. Mon collègue dit que cela donnerait plus d'argent à l'Est, et c'est vrai.

Au total... un projet de sept milliards de dollars comme celui de l'usine Alsands (dont la réalisation est maintenant mise en doute à cause de l'hésitation des libéraux au sujet du prix du pétrole) créerait une activité économique de 23,8 milliards de dollars, dont 10,5 milliards iraient à l'Alberta, 6,2 milliards à l'Ontario, 2,9 milliards au Québec et le reste aux autres provinces. «Il ne s'agit que d'un seul projet. Avant la fin du siècle il pourrait y avoir six autres projets semblables et un vaste projet d'expansion.» En ce qui concerne les projets d'extraction sous-marine sur la côte est, d'autres provinces prendraient la part de l'Alberta.

Voilà ce dont nous privent tous ces attermoissements et toutes ces tergiversations.

M. McKnight: C'est plus que nous n'avons eu du F-18.

M. Mazankowski: Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources n'est pas le genre de personne qui devrait être chargée de négocier une entente sur le pétrole, et voilà qui est tragique. Selon moi, il est beaucoup trop brusque et arrogant. Certains sont même allés jusqu'à dire qu'il est à peu près aussi doué pour la négociation qu'Idi Amin. Il a attisé les flammes de la dissension et du doute, et cela n'est pas de bon augure. Le ministre ne cesse de dire que l'Alberta ne partage pas et n'est pas disposée à partager. Il s'assure ainsi l'appui des consommateurs du centre et de l'Est du pays, mais le fait est que l'Alberta a bel et bien partagé, qu'elle le fait actuellement et

Pouvoir d'emprunt—Loi

qu'elle continuera de partager avec le reste du Canada. Ce qui est arrivé, c'est que ces déclarations délibérées et antagonistes n'augurent pas bien pour l'unité future du pays et ne cadrent certes pas avec l'euphorie qui a suivi la victoire remportée récemment au Québec. Quand le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a dit que les Albertains ne faisaient qu'occuper un territoire, j'ai trouvé que c'était là une insulte à nos ancêtres qui sont venus s'établir dans l'Ouest alors qu'il n'y avait rien d'autre que des plaines et de la brousse et qui ont bâti une région et une province par leur dur travail et leur détermination.

● (2030)

Des voix: Bravo!

M. Mazankowski: Nous sommes certes chanceux d'avoir du pétrole sous nos pieds, mais quand il a fallu mettre ces ressources en valeur, les capitaux de l'Est ont tourné le dos à l'Ouest.

Des voix: Oh, oh!

M. Mazankowski: Cela peut être bien documenté, et il ne faut pas l'oublier.

Une voix: Que vous arrive-t-il?

M. Mazankowski: Je suis peut-être cinglant à cet égard mais il faut montrer l'envers de la médaille. Le ministre a parcouru tout le pays et y a répandu toutes sortes de faussetés. Veut-on parler de partage? Depuis 1973, l'Alberta a renoncé à plus de 17 milliards de dollars de recettes en permettant la vente de son pétrole à des prix inférieurs à ce qu'ils auraient dû être. Cela représente \$8,500 par homme, femme et enfant en Alberta. C'est cela partager. L'Alberta est-elle prête à partager? La réponse est oui.

D'après l'entente que notre gouvernement avait conclue, de chaque augmentation de \$4 le baril, la province aurait obtenu environ \$1.60, le gouvernement fédéral \$1.24 et l'industrie \$1.16, ce qui aurait représenté une augmentation de 5 p. 100 des recettes du gouvernement libéral. Il est aussi important de noter que l'Alberta avait accepté de laisser les prix du pétrole augmenter progressivement jusqu'à 85 p. 100 du prix américain ou du prix mondial sur une certaine période de temps. Elle avait accepté de vendre son gaz naturel aux marchés existants dans le centre du Canada à 85 p. 100 du prix équivalent du pétrole et à 65 p. 100 pour tout nouveau marché pour une période de cinq ans. Elle a accepté de financer le prolongement du gazoduc de Montréal jusqu'à Québec. L'Alberta a aussi accepté d'accélérer l'exploitation de ses sables bitumineux, de payer l'infrastructure et d'investir 3 à 4 milliards puisés dans son Fonds du patrimoine, dans la construction de nouvelles usines de raffinage afin de fournir du pétrole non seulement aux Albertains mais au reste du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Mazankowski: En outre, l'Alberta va aider au financement de cinq grands projets énergétiques dans d'autres provinces. Elle prêterait également 2 milliards répartis sur cinq ans pour la création d'une Banque nationale d'énergie. De plus, elle modifiera les taux d'imposition des sociétés pétrolières, ce qui devrait canaliser 400 millions de dollars de l'Alberta vers Ottawa.